

[Text]

companies do better in the private sector? Can they flourish and grow? Are there stipulations on them. . . ?

I guess this is a roundabout way to answer your question on deficit. These companies are freed up now to borrow, to bring in partners to help them expand their market and conceivably their product lines and so on, so they can grow. It is very difficult for these companies as Crown corporations to come to government today asking for money. We saw the same thing with Air Canada in financing their new fleet of airplanes. It would have set our deficit back rather considerably, because we would have had to borrow the money for these things and that would have gone on our books and so on and so forth. So in an indirect way it frees that up from the government.

But as far as a dollar figure is concerned, I could not hazard to guess, nor would I want to, because I might be giving away what the government expects to get. Of course in a bidding process I have to be pristine when it comes to going to the public with this company.

M. Ferland: Monsieur le ministre, je comprends très bien que vous ne puissiez pas annoncer de chiffre, mais cela sera certainement positif du point de vue du déficit: on va le réduire d'une certaine façon.

• 1615

Les gens ont souvent l'impression que lorsqu'on confie à l'entreprise privée une chose du domaine nucléaire, on est moins en sécurité. Selon ma compréhension du projet de loi, et vous me corrigerez si je me trompe, cette entreprise sera peut-être davantage surveillée lorsqu'elle sera privatisée. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social va continuer à exercer ses contrôles, le ministère des Transports va continuer à exercer ses contrôles sur le transport et à assurer la sécurité et l'Énergie atomique du Canada continuera à surveiller d'un oeil très vigilant la production qui se fera là. Est-ce que je comprends bien, et est-ce bien ce que les Canadiens doivent comprendre?

Mr. McDermid: The short answer is yes, although I would argue with the hon. member, Mr. Chairman, on the fact that they will be tighter in the private sector. That leaves the impression that Health and Welfare and the various standards are not applied as strictly to a public corporation as a private corporation, and of course, that is not the truth. In fact, the same regulations apply whether held in public hands or in private hands, and therefore we are not diminishing this government's commitment to health, safety and security in Canada's nuclear technology

[Translation]

À ce moment-là, il convient de se demander si le gouvernement devrait continuer d'être propriétaire de ces entreprises? Ces compagnies-là ne seraient-elles pas plus profitables si elles étaient des compagnies privées? Seraient-elles plus en mesure de s'épanouir et de prendre de l'expansion? Y a-t-il actuellement des conditions qui les empêchent de. . .

Je me permets, je suppose, de répondre à votre question sur le déficit de façon très indirecte. Mais le fait est que ces compagnies peuvent maintenant emprunter des fonds et se trouver des associés qui leur permettront d'élargir leurs activités, de fabriquer davantage de produits, etc. Ces compagnies, si elles continuaient d'être des sociétés de la Couronne, pourraient très difficilement demander des fonds au gouvernement. C'est justement ce que nous avons constaté avec Air Canada, au moment où cette compagnie désirait financer l'achat d'un certain nombre d'avions neufs. Cela aurait eu pour effet d'augmenter drôlement notre déficit, puisque nous aurions été obligés d'emprunter les fonds, ce qui aurait ajouté une autre dette, etc. Donc, de façon indirecte, cela dégage le gouvernement de cette responsabilité.

Mais quant à vous donner un chiffre précis, je suis dans l'impossibilité de le faire, et je ne voudrais même pas essayer de vous donner une estimation, car à ce moment-là, je révélerais peut-être le prix que le gouvernement s'attend à avoir. Bien sûr, quand il s'agit de ce genre d'appel d'offres auprès du public, il faut faire preuve d'une discrétion absolue.

Mr. Ferland: Minister, I fully understand why you do not want to give me a figure, but we can certainly assume that the impact on the deficit will be beneficial: in other words, it will be reduced by a certain amount.

People often have the impression that when we offer a company dealing with nuclear materials to private enterprise, we are somehow not as safe. According to my understanding of the bill—and please correct me if I am wrong—this company may in fact be more strictly monitored once it is privatized. The Department of National Health and Welfare will continue to monitor its activities on a regular basis, and the Department of Transport will be doing the same with respect to the safe transportation of these materials; Atomic Energy of Canada will also continue to keep a close eye on their production activities. Is this this a correct interpretation and one which Canadians in general should share?

M. McDermid: La réponse est oui, même si je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'honorable député, lorsqu'il dit que l'entreprise privée aura des normes de surveillance plus rigoureuses. Les gens pourraient avoir l'impression que les normes de Santé et Bien-être social Canada ainsi que les autres qui existent ne sont pas appliquées aussi rigoureusement à une société de la Couronne qu'à une société privée, ce qui est tout à fait faux, bien entendu. En fait, les mêmes règlements s'appliquent à toute compagnie, qu'elle soit publique ou privée, et